

Hollande-Sarkozy : pour un changement de président et de présidence

LE PLUS. *Sur le plateau de France 2, dans l'émission Des paroles et des actes, François Hollande s'est dit "confiant", mais aussi "mobilisé" jusqu'au second tour. André Vallini, son conseiller justice, et Thomas Clay, agrégé de droit, souhaitent sa victoire, pour que cesse ce qu'ils appellent la "dérive césariste" du pouvoir de Nicolas Sarkozy.*

Édité par [Daphnée Leportois](#)



Conférence du presse du candidat socialiste à la présidentielle François Hollande, Paris, le 25 avril 2012 (CHAMUSSY/SIPA)

Si les Français veulent changer de président, c'est parce qu'ils veulent aussi changer de présidence. Et ce changement passe nécessairement par une transformation de notre République, qui doit tourner la page des affronts que lui a fait subir le quinquennat finissant. Jamais depuis 1958 les institutions n'auront été à ce point malmenées, et les contre-pouvoirs abaissés, dans une dérive césariste assumée dès le début du quinquennat. Tout ce qui pouvait gêner le prince dans son exercice personnel de l'État a été remis en cause.

Dérive césariste assumée

Le gouvernement d'abord, avec un Premier ministre très tôt ravalé au rang de collaborateur du président, court-circuité par un G7 de ministres en cour, eux-mêmes contournés par des conseillers de l'ombre, et soumis à l'évaluation humiliante d'agences privées de notation.

Le Parlement ensuite, mis au pas et infantilisé, avec des députés de la majorité convoqués à l'Élysée pour y être chapitrés comme des écoliers, et contraints d'entériner des décisions impérieuses prises ailleurs.

La justice aussi, stigmatisée par celui-là même qui est censé être le garant de son indépendance, et instrumentalisée comme jamais quand il s'agissait de protéger le clan au pouvoir et la caste de ses financeurs.

Les médias enfin, avec la nomination directe par le chef de l'État des responsables de l'audiovisuel public comme au bon vieux temps de l'ORTF.

La République exemplaire de François Hollande

La République exemplaire que veut François Hollande sera tout le contraire : au lieu de les abaisser, elle confortera les différents pouvoirs pour que de leur "confrontation" jaillisse le bien public. Le président présidera en respectant les autres institutions, le gouvernement gouvernera sous le contrôle du Parlement, la justice jugera en toute indépendance, les médias informeront en toute liberté.

Le président, garant du bon fonctionnement des pouvoirs publics, arbitrera les grands choix du pays. Il ne sera plus protégé abusivement par une immunité pénale absolue et monarchique, mais par un statut adapté à sa fonction. Il ne siègera plus au Conseil constitutionnel après son mandat.

Le gouvernement en sera vraiment un, qui rendra compte de son action au Parlement, duquel il sollicitera la confiance chaque année. Le Premier ministre pilotera l'action gouvernementale, qui sera mise en œuvre par de vrais ministres, responsables de leur administration. Des ministres qui redeviendront des justiciables ordinaires après la suppression de la Cour de justice de la République.

Le Parlement sera respecté et renforcé dans ses pouvoirs d'initiative et de contrôle et sa représentativité sera accrue par la parité, le non-cumul des mandats et une part de proportionnelle. En outre, tous les élus, parlementaires ou autres, condamnés pour corruption seront inéligibles pendant dix ans.

L'institution judiciaire, sans doute la plus meurtrie par le sarkozysme, sera rétablie dans sa fonction éminente et deviendra enfin indépendante avec la fin des instructions individuelles, la réforme du parquet et la recomposition du Conseil supérieur de la magistrature. Un CSM qui pourrait devenir alors une institution prestigieuse de régulation démocratique, avec à sa tête un président venu de la société civile et respecté pour son autorité morale.

Enfin, parce qu'il n'y a pas de démocratie sans presse libre, il faudra en finir avec la confusion entre le pouvoir et les médias et instaurer une véritable étanchéité entre ceux qui font l'actualité et ceux qui la commentent. Cela implique trois réformes : un CSA renouvelé et autonome, qui nommera les responsables de l'audiovisuel public, l'indépendance de l'AFP, et la garantie réelle de la protection des sources des journalistes.

Mais la République exemplaire, ce sont aussi des valeurs qui seront affirmées dans la Constitution : la laïcité avec l'intégration de la loi de 1905, la lutte contre le racisme avec la suppression du mot "race", ou encore la négociation sociale qui sera constitutionnalisée. C'est alors une nouvelle charte fondamentale qui régira notre République après ces réformes constitutionnelles prévues à l'automne 2012.

Et c'est ce changement dans la République qui permettra de réussir le changement dans le pays.

André Vallini, sénateur de l'Isère et responsable du pôle "Justice, institutions, libertés publiques" auprès de François Hollande, et Thomas Clay, agrégé de droit, professeur à l'université de Versailles, doyen de la Faculté de droit et de science politique.